

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Le candidat au poste d'USTR « ne brûle pas de conclure des accords »

Le candidat que le président américain Obama a choisi pour le poste de représentant au Commerce américain (USTR) a finalement comparu devant le Senate Finance Committee (comité des finances du Sénat) pour être confirmé dans ses fonctions. D'aucuns prétendent que le retard apporté à tenir son audition est un signe que le président Obama a décidé de ne pas considérer le commerce comme une priorité élevée pour son gouvernement cette année. Deux semaines avant le Sommet du G-20 qui se tient le mois prochain, et qui revêt une importance cruciale, il semble, si l'on se fonde sur l'audition de M. Kirk, que les États-Unis ne fonceront pas tête baissée pour conclure un accord « récolte hâtive » sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), qui paverait la voie vers la conclusion d'un accord complet du Cycle de Doha à la fin de l'année et relancerait théoriquement l'économie mondiale.

L'audition de M. Kirk

Le US Senate Finance Committee (comité des finances du Sénat américain) a finalement tenu l'audition, longtemps retardée, du candidat au poste de représentant au Commerce américain, M. Ron Kirk, le 9 mars. M. Kirk a fait montre d'une position intransigeante à l'égard de plusieurs dossiers commerciaux américains et il a affirmé qu'il ne signerait pas d'« accord commercial simplement pour conclure des accords »; il a ajouté avec insistance qu'il « n'aborde pas ce poste en brûlant de conclure des accords ». Il a déclaré que le bureau de l'USTR se concentrera d'abord sur l'examen de tous les accords de libre-échange en suspens – avec le Panama, la Corée du Sud et la Colombie – l'ALE États-Unis-Panama étant celui qui est prêt pour un vote du Congrès. Il a décrit l'ALE États-Unis-Corée comme « tout simplement inacceptable » et a refusé de s'engager à l'égard d'un échéancier pour la ratification de l'ALE États-Unis-Colombie. Sur le front de l'OMC, M. Kirk a déclaré qu'il souhaite faire avancer les négociations de Doha « sur la bonne voie ». « Je sais que vous souhaitez que les arbitres à l'OMC sifflent une pénalité lorsque les règles ne sont pas respectées. Et je suis d'accord », a déclaré le candidat au poste d'USTR au Senate Finance Committee.

M. Kirk est d'avis que le Cycle de Doha a besoin d'un « ajustement » et projette de collaborer avec le Congrès américain à l'élaboration d'une stratégie qui réglera le « problème ». Les États-Unis souhaitent essentiellement que les pays en développement émergents, notamment le Brésil, l'Inde et la Chine, s'engagent à l'égard d'un accès aux marchés significatif. Dans son rapport annuel, qu'il a diffusé la semaine dernière, l'USTR a déclaré qu'il s'est engagé à collaborer avec les partenaires commerciaux pour garantir un solide accord d'ouverture des marchés en agriculture, pour l'AMNA et les services, et il a ajouté « qu'il s'imposera de corriger le déséquilibre des négociations actuelles, dans lesquelles la valeur de ce que les États-Unis devraient céder est bien connue et facile à calculer, alors que les flexibilités générales disponibles aux autres laissent dans le vague la valeur que comportent les nouvelles possibilités pour nos travailleurs, nos agriculteurs, nos éleveurs et nos entreprises ».

Le 9 mars, l'ambassadeur du Brésil auprès de l'OMC, M. Roberto Azevedo, a répondu à cette déclaration en affirmant que le train de mesures qui se trouve sur la table est suffisamment bon pour que l'on reprenne les négociations. « Compte tenu de la crise économique actuelle, les gains que l'on pourrait réaliser grâce à ce qui se trouve sur la table ne doivent pas être jetés aux orties », a prétendu M. Azevedo. Cependant, M. Kirk, qui ne partage par cet avis, a balayé du revers de la main l'idée de se précipiter pour obtenir une « récolte précoce » du Cycle de Doha, qui pourrait comporter la conclusion de modalités pour l'agriculture et l'AMNA; il a plutôt l'intention de faire progresser l'ensemble des négociations « le plus rapidement possible ».

Le candidat au poste d'USTR n'a pas demandé le renouvellement immédiat de l'autorisation de promotion du commerce (TPA) présidentielle, déclarant que « le président le fera au moment opportun, avec l'apport en bonne et due forme du Congrès ». Le 12 mars, le Senate Finance Committee a approuvé la nomination de M. Kirk, qui doit à présent être validée par l'ensemble du Sénat au cours de la semaine du 16 mars. Si cela se fait à temps, M. Kirk rencontrera la commissaire au Commerce de l'UE, Lady Catherine Ashton, qui visitera Washington la même semaine afin de pousser pour une reprise du Cycle de Doha.

Séance ordinaire du Comité de l'agriculture

La séance ordinaire du Comité de l'agriculture a eu lieu les 12 et 13 mars. On y a tenu des pourparlers sur les récentes notifications de soutien interne de l'UE et des États-Unis, ainsi que sur la façon dont les membres de l'OMC mettent en œuvre leurs actuels engagements en agriculture. Le Comité ayant entrepris son premier examen depuis une décennie de la façon dont le processus « de notification et d'examen » peut être amélioré, un nombre sans précédent de questions ont été posées au sujet des pays qui négligent de tenir à jour leurs notifications sur l'ensemble de leurs engagements.

Notifications et examens

Parmi la longue liste de questions qui ont été posées aux États-Unis figuraient des préoccupations au sujet du nouveau Farm Bill ainsi que des paiements directs et contracycliques.

Paiements contracycliques : L'Australie, le Brésil et le Japon ont demandé si les États-Unis ont de bonnes raisons de continuer de décrire ces paiements comme un soutien qui n'est pas accordé à des cultures particulières (autres que par produit), citant un règlement de différend de l'OMC dans lequel il avait été déterminé qu'une partie du versement constituait un soutien pour le coton. Les États-Unis ont rétorqué que les paiements sont fondés sur les antécédents de production historiques et qu'on n'exige pas que les bénéficiaires produisent des cultures particulières, voire une quelconque culture, ce qui signifie que les versements ne sont pas propres à un produit quelconque.

Paiements directs : L'Australie, le Brésil et le Japon ont demandé si le soutien que les États-Unis versent directement aux agriculteurs peut être qualifié à juste titre de « soutien du revenu découplé » – versements approuvés au titre de la catégorie verte qui ne sont pas reliés aux prix et à la production actuels ou futurs. Les États-Unis ont répété les déclarations qu'ils ont faites en novembre 2007, dans lesquelles ils expliquaient que puisque les paiements sont fondés sur des superficies et des rendements de base historiquement « fixes et invariables », ils peuvent être catégorisés comme appartenant à la catégorie verte.

Le « Average Crop Revenue Election Program (ACRE) » (programme électif de revenu moyen des cultures) du nouveau Farm Bill : L'Argentine, l'Australie et le Canada ont demandé que les États-Unis expliquent ce programme et annoncent si ce soutien sera placé dans la catégorie orange. Les États-Unis ont donné quelques explications, mais ont déclaré que puisque le soutien qui sera effectivement accordé dans le cadre du nouveau programme n'a pas encore été notifié, ils ne pouvaient pas encore faire d'observation sur la façon dont il sera catégorisé à l'OMC.

Les questions posées à l'UE portaient principalement sur ses données sur la valeur de la production, la catégorie bleue et les subventions à l'exportation.

Subventions à l'exportation : La Nouvelle-Zélande, secondée par l'Australie, l'Argentine, le Canada, le Brésil et le Pakistan, a déclaré qu'elle a été déçue de constater que l'UE a réintroduit les subventions à l'exportation pour les produits laitiers, et lui a demandé de clarifier combien de temps cette mesure « temporaire » durera. L'UE a répondu qu'aucune période n'a encore été fixée, et que les subventions s'inscrivent dans les engagements pris par l'UE à l'OMC. La Nouvelle-Zélande a fait valoir qu'au cours de la crise financière actuelle, les acteurs clés ne devraient pas céder à des pressions protectionnistes et a appelé les États-Unis et l'UE à agir de façon responsable pour l'économie mondiale afin que les pays en développement ne soient pas confrontés à des prix faussés.

Faisant référence à une notification de l'UE au sujet des subventions à l'exportation, l'Australie, le Canada et les États-Unis ont continué d'interroger l'UE au sujet des méthodes qu'elle utilise pour calculer ses engagements après son expansion à 27 membres. (À cause de divers désaccords avec d'autres membres de l'OMC, les nouveaux calculs des engagements de l'UE tout au long d'une série d'expansions n'ont pas encore été vérifiés.)

Données : L'Argentine a continué d'interroger l'UE au sujet des données sur la valeur de la production agricole dans certains de ses nouveaux États membres et sur le soutien de la catégorie bleue par produit. Certaines de ses questions portent sur l'information appropriée dont elle souhaite disposer pour les négociations actuelles et les engagements futurs, de déclarer l'Argentine. L'UE a déclaré que la question des données est complexe, mais qu'elle fournira ce qu'elle pourra; elle a ajouté qu'en vertu de l'accord actuel, il n'existe pas d'obligation de fournir des données sur le soutien de la catégorie bleue par produit. L'Argentine, le Canada, le Brésil, l'Australie et la Nouvelle-Zélande s'inscrivent en faux, faisant valoir que l'article 18.6 de l'Accord sur l'agriculture permet aux membres de demander de l'information sur toute question afférente au programme de réforme actuelle.

L'abolition du « retrait des terres » dans la catégorie bleue : Le « retrait des terres » est une condition de la catégorie bleue qui exige que les agriculteurs ne produisent pas de cultures bénéficiant de soutien sur une partie de leurs terres, afin que le soutien les incite moins à surproduire que s'il n'y avait aucune contrainte. L'Argentine a demandé des explications sur la façon dont les nouveaux programmes seraient classés. L'UE a déclaré que cela faisait partie de son adoption des paiements de revenu « découplés » (non reliés aux prix et volumes actuels et futurs) de la catégorie verte, qui ont moins d'effets de distorsion. L'Argentine a fait observer que si l'on permet que des cultures soient semées sur des terres qui avaient précédemment été retirées, on exercera un effet sur la production.

Notifications en souffrance

On a posé un certain nombre de questions au sujet des notifications en souffrance, sujet qui, comme certaines délégations l'ont signalé, est pertinent pour les propositions présentées dans le cadre des négociations actuelles, ainsi que pour renforcer le suivi et la surveillance qu'effectuent les membres de la façon dont les engagements sont mis en œuvre. Les délégués ont déclaré que la précédente évaluation des notifications a eu lieu en 1998-1999.

L'Argentine, l'Australie et le Canada ont demandé à l'EU, à l'Égypte, à l'Islande, à l'Inde, à l'Indonésie, à la Corée, à la Malaisie, au Mexique, à la Turquie et aux États-Unis ce qu'il en était de l'information en retard sur un ensemble de sujets.

La plupart ont répondu qu'ils essayaient de fournir l'information rapidement. Les observations étaient en grande partie bienveillantes au sujet des difficultés, qui allaient d'une pénurie de personnel bien informé dans les pays en développement à la difficulté qu'il y a à compiler les données dans des systèmes politiques fédéraux ou décentralisés dans les pays en développement et développés.

Un débat informel a produit un certain nombre d'idées, qui seront développées davantage au cours des prochains mois. Elles comprennent diverses méthodes de détermination des problèmes, notamment des questionnaires et des ateliers, et des moyens de faire en sorte que le savoir-faire soit préservé et partagé entre les diverses bureaucraties. Il s'agit d'une réponse partielle à une demande adressée par le président du Conseil général à tous les comités leur demandant de présenter des suggestions sur la façon de réduire les retards de notification.

Questions de mise en œuvre

Le Comité a été chargé d'examiner trois points du Programme de Doha pour le développement sous l'en-tête « mise en œuvre », qui traite des disciplines pour le crédit à l'exportation et d'autres financements, de l'amélioration de l'efficacité du travail dans le cadre de la décision des pays importateurs nets d'aliments et de l'administration des contingents tarifaires.

Prochains événements

- Conseil général, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Deuxième conférence du G-20, 2 avril 2009 (Londres)
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, Italie)
- Conférence APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)
- Forum public de l'OMC, 28-30 septembre 2009

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, l'Office canadien de commercialisation du dindon et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou faire des commentaires, veuillez visiter : www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254



EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



CTMA - CANADIAN TURKEY MARKETING AGENCY
OCCD - OFFICE CANADIEN DE COMMERCIALISATION
DU DINDON

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada